

que cette amélioration soit d'un caractère permanent.

Je passe maintenant à cette partie de l'adresse qui nous intéresse plus particulièrement, les agriculteurs. Comme je n'ai cessé de cultiver la terre depuis mon arrivée dans l'Ouest, il y a une trentaine d'années, après avoir quitté la province d'Ontario, je crois parler en connaissance de cause de la situation agricole là-bas. Nous n'avons pas toujours été dans cet état. Nous avons joui, de temps à autre, dans les années passées, d'une grande somme de prospérité, mais les conditions n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. Le bouleversement de la guerre a été responsable, en grande partie, de la désagrégation des affaires, non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais dans d'autres. Si nous avons bénéficié de prix plus élevés durant les hostilités, nous avons été, d'un autre côté, les premiers à souffrir de la baisse des prix après la guerre. Laissez-moi vous citer quelques lignes du discours du trône :

La baisse des prix des produits de la ferme, en 1921, comparée aux prix des années précédentes, a sérieusement nui à l'agriculture dans plusieurs parties du Dominion.

C'est vrai, monsieur l'Orateur, mais je ne prétends pas que les prix des produits agricoles sont aujourd'hui trop bas. La difficulté est que l'on n'a pas maintenu une parité raisonnable de prix entre les produits que nous vendons et ceux que nous achetons et dont nous avons besoin pour la production de nos récoltes.

Je me rappelle bien, et je sais que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Motherwell), se rappelle également, le temps, il y a un quart de siècle, où, dans la province de l'Ontario, nous pouvions vendre du meilleur blé que nous en avons jamais pu récolter depuis au prix modeste de 50 cents le boisseau et, cependant, faire plus d'argent qu'aujourd'hui. Maintenant, il est presque doublé, mais le prix des articles que nécessitent la production du blé et autres céréales, de même que l'élevage des animaux, est deux fois plus élevé, et même davantage.

Je remarque, dans ce paragraphe, que l'on tient les marchés restreints responsables de certaines des conditions qui prédominent. Il est parfaitement vrai que la restriction des marchés a nui à l'agriculture de l'Ouest. Il y a une raison pour cela, sur tout en ce qui regarde l'élevage—nos bêtes à cornes et nos porcs. Le marché pour ces produits a été sérieusement

atteint par les lois relatives au tarif adoptées aux Etats-Unis. Nous n'avons rien eu à y voir; ce n'est pas notre faute si nos amis de la république américaine ont dressé des barrières contre l'exportation des produits canadiens. Ces restrictions n'ont pas nui autant à notre grain, parce que notre marché se trouve en grande partie de l'autre côté de l'océan. Je le répète, on ne peut nous tenir responsables de la conduite des Etats-Unis.

Et pourtant, monsieur l'Orateur, je me demande si tel est bien le cas. Je crois que si le peuple canadien avait trouvé bon, en 1911, d'adopter cette mesure de réforme fiscale qui lui était offerte, nous, dans l'Ouest, n'aurions pas à souffrir de ces restrictions du tarif; nous en souffrons sérieusement. Je crois que c'est une fausse économie pour ce Dominion ou pour tout autre pays, en autant qu'il est possible de l'empêcher, de placer des restrictions de cette nature sur la vente de ses produits naturels.

Je remarque de plus qu'il est dit dans ce paragraphe que j'ai cité, que des méthodes d'agriculture plus perfectionnées, un meilleur classement et emmagasinage des récoltes aideraient matériellement les agriculteurs du pays. Je le crois, monsieur l'Orateur, je crois qu'un travail considérable a été accompli par nos fermes expérimentales et nos experts agricoles en Canada. Mais là n'est pas toute la difficulté. Je suis de l'avis de l'honorable député de Red-Deer (M. Speakman) qui nous disait hier que l'on nous "expertise" à mort parfois. Nous n'avons déjà reçu que trop d'avis gratuits. Je ne sais pas si mes honorables amis penseront comme moi, mais il me semble que le coup le plus rude qu'ait reçu l'agriculture de l'Ouest, particulièrement dans sa culture des céréales, c'est celui de la campagne en faveur de la production intense, en 1918. Dans un moment de patriotisme—et nous y avons répondu de notre mieux—on nous a demandé de produire autant que possible. Nous voulions le faire. Mais, ceux qui connaissent les méthodes agricoles, particulièrement celles de l'Ouest, savent que la nature ne se prête pas aux méthodes que l'on insistait pour nous faire adopter. Ils savent que la nature ne nous donnera qu'en proportion de l'efficacité de notre culture, et si vous voulez lui demander si peu que ce soit davantage, non seulement vous n'obtiendrez pas les résultats que l'on demandait alors,—et nous ne les avons pas obtenus—mais vous vous en ressentirez durant plusieurs années.

[M. Johnson (Moosejaw).]